

## Études d'histoire religieuse



Robert Cadotte et Anik Meunier, *L'École d'antan, 1896-1960. Découvrir et se souvenir de l'école du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 198 p.

Dominique Laperle

Volume 78, numéro 2, 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013047ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013047ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laperle, D. (2012). Compte rendu de [Robert Cadotte et Anik Meunier, *L'École d'antan, 1896-1960. Découvrir et se souvenir de l'école du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 198 p.] *Études d'histoire religieuse*, 78(2), 105–107. <https://doi.org/10.7202/1013047ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d'utilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

religieuse apparaît pour l'auteur comme «une invitation au débat sans certitudes absolues et une reconnaissance de la légitimité des différences, sans relativisme simple ou simpliste» (p. 167-168).

Cet essai du professeur Aoun est original et il comporte un important intérêt documentaire. D'une part, il propose un diagnostic sans concession des enjeux et des problématiques que pose la réémergence du facteur religieux sur les scènes publiques occidentales pourtant sécularisées. L'ouvrage suggère, d'autre part, de nombreuses pistes de réflexions et des solutions en vue d'assurer un mieux vivre ensemble respectueux du pluralisme confessionnel et culturel en particulier au Québec. En ce sens, cet essai est un appel en faveur de la consolidation des principes de la laïcité garants de la liberté et de l'égalité et de la modernité au-delà des appartenances.

Patrick Dramé  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

Robert Cadotte et Anik Meunier, *L'École d'antan, 1896-1960. Découvrir et se souvenir de l'école du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 198 p.

Dans la préface du livre, l'historien Michel Allard décrit le travail de Robert Cadotte et d'Anik Meunier comme l'ouverture des écluses de la mémoire de la collectivité québécoise (p. VIII). Cette belle image traduit bien le sentiment qui nous habite en parcourant cet ouvrage de la collection *Publics et Culture*. Il s'agit en fait d'une publication qui accompagne une exposition tenue au Musée du Château Dufresne à Montréal.

L'ouvrage veut permettre aux générations actuelles de prendre contact avec une façon de faire école aujourd'hui disparue. Les auteurs se sont penchés sur le modèle scolaire du quartier Hochelaga-Maisonneuve de 1860 à 1960. Treize sections constituent le corps du livre et tentent de cerner les dimensions humaines (les enseignants, l'élève en classe), professionnelles (la condition enseignante), culturelles (la présence religieuse à l'école, le patriotisme), pédagogiques (le matériel, l'uniforme, la discipline et la motivation, la santé, le sport et l'hygiène, la fréquentation scolaire et le décrochage, les sciences naturelles, les manuels scolaires) et architecturales (bâtiments et architectes). C'est donc à un panorama complet de la vie scolaire que nous convient les auteurs.

En feuilletant *L'école d'antan*, on est d'abord frappé par la richesse de son iconographie. Les photos proviennent principalement des archives de la Commission scolaire de Montréal, des archives centrales des Sœurs

des Saints Noms de Jésus et de Marie ainsi que de celles des Frères des Écoles chrétiennes. Les commissaires de l'exposition et maîtres d'œuvre de l'ouvrage en mettent donc plein la vue. Grâce à une mise en page aérée et variée et une qualité de reproduction de très haut niveau, on ne se fatigue pas d'ausculter chacune des images. Sur ce point, l'ouvrage saura plaire à tous les publics, jeunes et vieux, néophytes et spécialistes.

Sur le plan du contenu historique, il faut avouer une certaine déception. On reste dans l'ordre des généralités. Les historiens spécialistes de l'histoire socioreligieuse ou des congrégations enseignantes entrent sur des terres largement arpentées. Il n'y a pas de nouveauté si ce n'est quelques anecdotes historiques. De plus, la chronologie demeure trop souvent globale, laissant une impression que tout ce qui est observé durant le siècle étudié est du pareil au même, sauf après la Seconde Guerre mondiale. Le livre ne permet pas vraiment de comprendre ce qui fait la singularité du monde scolaire du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Il aurait été intéressant de voir, au-delà des approches pédagogiques générales utilisées par les enseignants laïcs et religieux, celles déployées dans le quartier, ou encore, de se pencher davantage sur les clientèles scolaires. Or, la chose n'était pas infaisable.

Le cas des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (SNJM) que nous connaissons bien est particulièrement évocateur. Les SNJM sont présentes dans onze établissements du quartier, neuf écoles publiques et deux couvents privés. On connaît, depuis la publication de l'ouvrage de Marie-Paule Malouin, *Ma sœur quelle école allez-vous ?*, les stratégies de financement déployées par cette congrégation enseignante dans deux écoles du village Saint-Jean-Baptiste (aujourd'hui une partie du Plateau Mont-Royal à Montréal). Malouin avait étudié à travers les cas de l'Académie Marie-Rose et l'École du Sacré-Cœur le développement d'un projet éducatif articulé sur une division socioéconomique de la clientèle.

On imagine donc l'intérêt d'une telle démarche pour le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Les couvents de Viauville et d'Hochelaga fonctionnaient-ils de la même façon ? Y avait-il des différences dans la formation offerte dans les établissements scolaires de ce quartier ? La répartition des religieuses dans l'une ou l'autre des écoles signifiait-elle quelque chose ? Les ouvrages et le matériel scolaires étaient-ils les mêmes dans les établissements administrés par les SNJM ? On le voit, les questions sont nombreuses et elles pourraient aussi bien s'adresser aux écoles dirigées par les Frères des Écoles chrétiennes qu'à celles d'autres congrégations. Tout cela aurait permis de comprendre avec plus de finesse le modèle scolaire vécu dans un faubourg montréalais.

À la décharge des auteurs, le cadre conceptuel de ce type d'ouvrage et le mandat pédagogique de l'exposition ne permettaient probablement pas de dépasser le factuel et l'informatif. Ne boudons pas notre plaisir alors. Dans

son genre, et par-delà des éléments soulevés plus haut, l'ouvrage couvre très bien le thème de l'*école d'antan*. Il est bien écrit et offre un panorama de qualité. Les enseignants du primaire et du secondaire, les étudiants qui font une recherche sur ce sujet, les amateurs de belles photos d'autrefois et les nostalgiques sauront y trouver leur compte.

Dominique Laperle,  
Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie et  
Université du Québec à Montréal

Marie-Aimée Cliche, *Fous, ivres ou méchants ? Les parents meurtriers au Québec, 1775-1965*, Montréal, Éditions du Boréal, 2011, 274 p.

Dans cet ouvrage qui constitue en quelque sorte une suite de son précédent livre *Maltraiter ou punir ? La violence contre les enfants dans les familles québécoises, 1850-1969* (Montréal, Boréal, 2007), Marie-Aimée Cliche nous entraîne dans l'univers quelque peu lugubre des drames familiaux ou personnels qui ont débouché sur l'assassinat d'enfants par leurs parents biologiques ou substituts. Traversant presque deux siècles d'histoire, son étude des filicides, – terme qu'elle adopte à la suite de Philip Resnick pour désigner le meurtre d'un enfant de plus d'un jour par sa mère ou son père et qui se distingue des infanticides ou néonaticides, crime commis contre les nouveau-nés de moins de 24 heures généralement par les femmes –, cherche essentiellement à cerner l'évolution du phénomène, de la jurisprudence et, plus généralement, des réactions de la société québécoise en s'appuyant sur les archives judiciaires et les journaux (p. 13). Cette perspective diachronique, qui tient compte des changements dans les lois criminelles, des découvertes de la psychiatrie et de la médecine légale et des transformations dans la conception de l'enfance, lui permet de dégager quatre périodes qui font l'objet d'autant de chapitres : celle qui s'étend de 1775 à 1875, alors que le filicide semble complètement ignoré des autorités médicales et judiciaires et de la société ; les années 1875-1920 qui correspondent à la découverte des « enfants martyrs », tant en Europe qu'en Amérique ; les 25 années qui suivent le procès des parents de la petite Aurore Gagnon, entraînant une vague de dénonciations, et enfin, la période 1946-1965 qui mène à la découverte du syndrome des enfants battus, ce qui débouchera, après 1965, sur une conscience plus aiguë de la nécessité de les protéger. Le tout est précédé d'un chapitre liminaire qui dresse un portrait d'ensemble des filicides répertoriés (140 cas au total impliquant 157 parents ou substituts parentaux), de leur répartition dans le temps et selon le sexe des meurtriers et des principales causes de ces crimes, qu'ils soient ou non intentionnels.